

I. - LA CONJONCTURE

ASPECTS DE LA SITUATION DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE DE LA TUNISIE EN 1948

La fin de l'année 1948 marque une étape vers l'atténuation du déséquilibre entre les besoins de la Régence et ses ressources.

Les résultats partiels du dépouillement des statistiques d'Etat Civil laissent prévoir un certain ralentissement dans l'accroissement de la population. Ce fait est dû au fléchissement des tendances précédemment dégagées de la natalité et de la mortalité.

Par contre en ce qui concerne les disponibilités, plusieurs indices mettent en évidence une conjoncture favorable de divers secteurs de l'économie tunisienne. Alors que le volume total de l'extraction minière a augmenté de 13 pour cent par rapport à 1947, on note dans le domaine agricole un progrès encore plus sensible dû principalement à l'accroissement des productions oléicoles et vinicoles.

A ces deux postes traditionnels viennent en outre se joindre les premières manifestations des efforts d'équipement industriel et de valorisation des produits locaux.

Toutefois, cette évolution (en particulier l'accroissement des récoltes de la dernière campagne) ne se reflète pas encore dans les résultats du commerce extérieur qui accusent, pour les onze premiers mois, un déficit de plus de 16 milliards de francs.

Il faut donc attendre le premier trimestre de 1949 pour percevoir des signes plus concrets confirmant l'amélioration de la situation du Protectorat, notamment en matière de prix dont le niveau s'est considérablement élevé durant l'année 1948 (60 pour cent pour l'indice des prix de détail).

I. — LA STRUCTURE HUMAINE

La Tunisie connaît depuis plusieurs années un essor démographique considérable qui a porté le nombre des habitants à 3.231.000 en 1946, en augmentation de 24 pour cent par rapport à 1936. L'excédent des naissances sur les décès, en progression régulière, s'est élevé en 1947 à plus de 72.000.

Parmi les déclarations de naissance et de décès enregistrées en 1948, seules ont déjà été complètement dépouillées par le Service Tunisien des Statistiques celles relatives au premier semestre 1948.

Ces résultats partiels, comparés aux chiffres de la période correspondante de l'année 1947, montrent :

- une progression dans la population européenne;
- une baisse relative dans l'élément tunisien.

Observées pour les neuf premiers mois, l'évolution favorable de la population européenne provient à la fois d'une augmentation des naissances et d'une diminution des décès. Le taux naturel d'accroissement pour 10.000 habitants ramené à l'année entière passe de 128 à 189.

Quant à la population tunisienne le nombre des décès y a diminué et davantage celui des naissances : d'où une baisse consécutive dans l'excédent relatif.

En ce qui concerne l'ensemble de la population, son accroissement naturel, qui atteignait 45.600 pendant la première moitié de 1947, est légèrement inférieur à 42.000 pour la période correspondante de 1948.

L'évolution démographique semble donc se caractériser par une diminution relative de l'accroissement naturel, l'augmentation propre de l'élément européen ne pouvant évidemment compenser la régression marquée par la population tunisienne.

II. — L'ENERGIE

L'énergie est, après l'eau, le principal « goulot d'étranglement » de l'économie tunisienne. En dehors des gisements non rentables de lignite du Cap Bon, la Régence ne possède pas encore de ressources énergétiques propres : aussi se trouve-t-elle, à ce point de vue, complètement tributaire de l'Etranger.

Le tableau suivant permet de comparer les disponibilités en énergie en 1938, 1947 et 1948 : la production locale de lignite et les importations de charbon et de produits pétroliers ont été transformées en unités calorifiques.

APPORTS D'ENERGIE

Sources d'énergie	Unité	1938	1947	1948 (1)
Charbon	Tonne	238.000	286.200	231.400
Lignite	»		76.400	70.000
Essence	Hectol.	625.960	547.140	685.000
Pétrole	»	299.450	188.860	319.000
Gas oil	»	316.000	593.900	570.000
Fuel oil	Tonne	6.480	19.600	29.000
Energie totale	milliard de calories	3.000	3.900	3.900

Nous constatons que le montant total des disponibilités, à peu près équivalent des années 1947 et 1948 est nettement supérieur à celui de 1938.

Si les produits pétroliers sont en 1948 en augmentation sensible par rapport à l'année précédente, les arrivages de charbon par contre ont diminué.

(1) Prévisions d'après les résultats des 11 premiers mois (sauf pour le charbon).

L'insuffisance des ressources en charbon constitue l'un des freins de l'effort de redressement économique; elle est aussi la cause essentielle du maintien des restrictions d'électricité. La suppression de celles-ci ne manquerait pas d'entraîner une demande immédiate considérable. Le fonctionnement des installations industrielles nouvellement créées et le développement normal de la consommation ont déjà provoqué un accroissement important de la production aux bornes (celle-ci s'est élevée cette année à environ 125 millions de kwh contre 110 millions en 1947 et 67 millions en 1938). Ce n'est point tant pour libérer la Régence de sa sujétion à l'égard de l'étranger que pour faciliter le programme d'industrialisation qu'un plan de l'énergie a été mis à exécution. L'ensemble des barrages, dont la construction est la pièce maîtresse du plan, ne fournira en effet que 90 millions de kwh à partir de 1953, alors que l'on prévoit pour cette date une consommation de près de 250 millions de kwh. C'est donc grâce à une balance commerciale moins déséquilibrée que la Tunisie pourra importer le complément d'énergie qui lui fera défaut.

En ce qui concerne la destination de l'énergie, nous avons enregistré les répartitions approximatives suivantes :

Charbon : Electricité (20%), Gaz (10%), Transports (40%), Divers (30%).

Hydrocarbure : Agriculture (45%), Industrie et transports (35%), Divers (20%).

III. — L'AGRICULTURE

Activité de base de la population et ressource majeure de l'économie tunisienne, l'Agriculture a connu, du fait de la sécheresse, une série d'années de dépression. En face d'un accroissement démographique régulier, le volume de la production agricole atteignait à peine, en 1947, 67 pour cent du niveau de 1938 (1)

L'amélioration de la situation était subordonnée au retour à des précipitations normales. C'est donc une grande espérance que firent naître les pluies favorables de l'automne 1947. Cet optimisme ne fut pas complètement confirmé durant l'hiver : les pluies suivantes ayant été en effet irrégulières ou tardives.

Les pluies tombées durant l'année agricole 1947-1948 ont été généralement inférieures à la normale (2) dans le Nord :

Béja : 487 contre 622^{mm}.

Grombalia : 337 contre 487^{mm}.

Dans le Centre et dans le Sud, par contre, les hauteurs de pluie ont été proches des valeurs normales et parfois même supérieures :

Kairouan : 274 contre 288^{mm}.

Sfax : 264 contre 202^{mm}.

(1) Voir l'indice de la production agricole — Bulletin Economique n° 21 page 28.

(2) Moyenne de la période 1901-1940.

Sousse : 230 contre 319^{mm}.

Si pour les céréales (qui avaient donné lieu à des ensemencements supérieurs à ceux des années antérieures), la récolte s'avère à peu près équivalente à celle de la campagne précédente, l'oléiculture et la viticulture présentent au contraire un progrès très sensible par rapport aux autres années.

PRINCIPALES PRODUCTIONS CONNUES (en milliers de quintaux)

	1937-1939	1947	1948
Blé dur	2.570	1.400	1.014
Blé tendre	1.950	1.100	1.510
Orge	2.000	1.000	1.000
Huile d'olive	480	106	400
Dattes	270	372	435
Vin (mi liers d'hectolitres)	1.580	467	750

IV. — LA PRODUCTION MINIERE ET INDUSTRIELLE

La production minière a poursuivi sa progression, et l'indice général pondéré (base 100 en 1938) s'élève pour l'année entière à 88 (contre 75 en 1947).

L'accroissement de l'indice provient surtout de l'augmentation des extractions des minerais principaux : le phosphate et le fer.

Les résultats des 11 premiers mois laissent prévoir en effet : en ce qui concerne les phosphates, une production de plus de 1.850.000 tonnes (contre 1.740.000 en 1947 et 2 millions en 1938) et pour le minerai de fer une extraction double de celle de 1947 (685.000 tonnes contre 399.000).

Quant au plomb et au zinc leur production est à peu près équivalente à celle de l'année précédente (21.000 tonnes pour le plomb et 5.000 pour le zinc).

L'évolution marquée de l'activité des mines retentit favorablement sur le commerce extérieur dont les résultats accusent, à l'exportation, une place de plus en plus grande des matières minérales.

Sur le plan intérieur, le débouché des minerais s'accroît : alors que la production de fer est encore axée sur l'exportation, il n'en sera plus de même des phosphates.

Outre les installations de transformation déjà existantes (fabrication des hyperphosphates à Sfax et des superphosphates à Tunis) deux sociétés ont été constituées en vue de l'obtention d'engrais à teneur élevée en acide phosphorique. Alors que la production de super de l'usine d'El-Afrane suffira pour couvrir les besoins locaux (55.000 tonnes environ), la nouvelle Société (au capital de 1 milliard de francs) fondée par la Compagnie Sfax-Gafsa pourra produire, à Sfax, environ 150.000 tonnes de super double à 40% d'acide phosphorique. Cet engrais est destiné à l'exportation de même que la production de la S.T.E.C.D.I.P. (Société d'Etudes de Coopération et de Défense

de l'Industrie Phosphatière) qui s'élèvera annuellement à environ 30.000 tonnes.

Les ressources primaires déjà exploitées (aussi bien agricoles que minières) donnent lieu progressivement à l'implantation d'un appareil industriel de valorisation.

En dehors de la fabrication des engrais qui constitue une véritable industrie de transformation, les aspects les plus viables des efforts actuels sont l'industrie alimentaire et la mécanique légère.

En ce qui concerne particulièrement la conserverie, le développement est vraiment caractéristique. Pratiquement inexistante avant 1939 cette industrie comporte maintenant près de 80 usines dont 40 spécialisées dans les confitures et les pulpes de fruits et 8 fabriques de conserves de poisson.

Les productions principales ont été celles de confitures (2.000 tonnes environ) et celles de poisson sous huile (1.600 tonnes contre 800 en 1947).

Grâce à une étude sérieuse préalable des marchés étrangers, une rentabilité bien comprise semble assurée aux produits tunisiens conditionnés : confitures, jus de fruits, dattes, conserves de poisson.

V. — LE COMMERCE EXTERIEUR (1)

Le mouvement commercial des 11 premiers mois laisse apparaître un déficit de 16.308 millions de francs, représentant près de 45 pour cent de la valeur totale des échanges (contre 46 pour cent en 1947).

BALANCE COMMERCIALE DE LA TUNISIE (11 premiers mois de 1948)

	Import	Export	Déficit
France	17.596	4.723	12.873
Autres pays de l'Union Française	1.946	934	1.012
Etranger	6.900	4.477	2.423
Total	26.442	10.134	16.308

LE TRAFIC PAR PRODUITS

La structure des échanges est le reflet :

à l'importation : de la nécessité de poursuivre la rénovation de l'outillage public ainsi que de l'obligation de satisfaire les besoins de consommation de la population.

à l'exportation : de la continuation de l'effort de production de l'industrie minière, compensant dans une très faible mesure l'absence des céréales et de l'huile d'olive.

Sur un montant total de 26 milliards et demi, les principaux produits importés sont par ordre d'importance : les tissus et vêtements (17%), les

(1) Voir « Le Commerce Extérieur de la Tunisie en 1948 » dans le Bulletin Economique n° 23 de décembre 1948.

machines agricoles et électriques (10%), les céréales (9%), le sucre (7%), les outils et ouvrages en métaux (7%), les médicaments et produits chimiques (5%) et les combustibles liquides et solides (5%).

Quant aux exportations, elles comprennent surtout les phosphates (25%), le plomb (12%), le fer (9%), l'alca (9%), les vins et mistelles (5%), les dattes et les agrumes (7%).

La part des dattes et des agrumes ne semble pas devoir croître par suite du fléchissement relatif des expéditions durant le mois de décembre dont les résultats ne sont pas encore connus.

LE TRAFIC PAR PAYS

Une conclusion essentielle et favorable se dégage de l'examen des résultats des onze premiers mois : la France voit son importance croître à l'importation et diminuer à l'exportation; le déficit relatif en devises étrangères a considérablement diminué par rapport à 1947 : le déficit par rapport à l'étranger ne s'élève plus en effet en 1948 qu'à 15% du déficit total (contre 29% en 1947).

PRINCIPAUX CLIENTS ET PRINCIPAUX FOURNISSEURS

(en millions de francs)

	1947				11 PREMIERS MOIS 1948			
	Importation		Exportation		Importation		Exportation	
	Valeurs	pourcentage par rapport au total	Valeurs	pourcentage par rapport au total	Valeurs	pourcentage par rapport au total	Valeurs	pourcentage par rapport au total
France.....	10.784	61,7	3.379	52	17.596	66	4.723	47
Algérie.....	379	2	624	10	968	4	866	8
Angleterre....	284	2	902	14	446	2	2.085	21
U.S.A.....	3.381	19,3	29	—	3.545	13	174	2

La balance commerciale de la Régence est débitrice avec la France, l'Algérie et les U.S.A., par contre elle est créditrice avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Hollande et l'Italie.

D'une manière générale, la dépression économique subie par la Tunisie du fait de la guerre et de la sécheresse est mise en évidence par la comparaison du prix moyen de la tonne à l'importation et à l'exportation.

La Tunisie importe toujours des produits coûteux et de faible poids et exporte davantage de produits pondéreux bon marché : la tonne importée vaut maintenant neuf fois plus que la tonne exportée alors qu'en 1938 elle ne valait que quatre fois plus.

Cet écart provient d'une part de la place importante occupée à l'exportation par les matières minérales brutes, et d'autre part de la persistance d'un bilan alimentaire défavorable.

VI. — LES PRIX

En matière de prix, les deux semestres de l'année 1948 constituent deux périodes bien distinctes : aussi bien pour les prix de détail que pour les prix de gros, la hausse a été vraiment sensible à partir du mois de juin.

Alors que l'augmentation générale a atteint à peine 6% pour le détail et 10% pour le gros entre janvier et juin, elle s'est élevée respectivement à 36% et à 47% entre juin et décembre.

Nous retrouvons dans ce fait l'influence étroite de l'économie française pour laquelle la même évolution a été constatée.

La place de plus en plus grande occupée par la Métropole dans les importations de la Régence est à la base de cette dépendance.

L'indice général des prix de gros accuse une hausse de 62% entre janvier et novembre : mais les prix des divers articles retenus ont évidemment subi une augmentation plus ou moins différente de cette moyenne. Alors que les indices des céréales, du plomb, des combustibles liquides, du cuir, des tissus de coton, du bois ont doublé durant l'année, certains sont restés à peu près stationnaires (pommes de terre, pois chiches, ciment, liège, al-sools). D'une manière plus générale, il est à noter que les prix des produits industriels ont cru de 80% alors que les prix agricoles n'ont augmenté que de 55%.

INDICES DES PRIX (Base 100 en 1940)

ANNEE 1948

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep-tembre	Octo- bre	Novem- bre
Gros...	936	960	976	994	1014	1030	1061	1141	1285	1406	1512
Détail..	1170	1180	1186	1193	1200	1239	1316	1402	1480	1620	1689

Quant à l'indice des prix de détail, son bond a atteint 44% entre janvier et novembre : cette progression générale masque des tendances diverses : les denrées alimentaires n'ont augmenté que de 42% contre 62% pour l'éclairage et le chauffage.

Le prix du pétrole, de l'alcool et du charbon de bois se sont élevés respectivement de 148%, de 220% et de 87%.

Parmi les denrées alimentaires, la hausse a été surtout sensible pour le fromage (83%), le vin (73%), le bœuf (48%), le lait (67%), le beurre (62%), l'huile d'olive (66%), le thé (59%).

La conjoncture actuelle de l'économie tunisienne est caractérisée par une liaison très intime avec l'économie métropolitaine.

La politique du Gouvernement tend précisément à s'opposer aux répercussions que ne manqueraient pas d'entraîner les hausses françaises et étran-

gères sur le marché tunisien. L'action des pouvoirs publics se manifeste surtout sur les prix locaux et sur ceux des marchandises d'exportation.

Le freinage de ces prix ne peut que faciliter les échanges et par là même entraîner une diminution du déficit de la balance commerciale. Une telle orientation, jointe à l'accroissement de la production, sont les bases nécessaires d'une amélioration progressive du standard de vie.

J. LEPIDI,

*Administrateur de l'Institut National
de la Statistique et des Etudes Economiques.*